

**Four-séminaire**

***L'opérationnalisation de la nouvelle  
Constitution, quels impacts sur la  
reconfiguration du champ politique ?***

Siège de l'IRES, vendredi 26 juillet 2013

**Mot de bienvenue du Directeur Général  
Mohammed Tawfik MOULINE**



Il m'est agréable de vous souhaiter la bienvenue à l'IRES et de vous remercier d'avoir bien voulu accepter de prendre part à ce séminaire sur un thème sensible de la vie de la nation deux années après l'adoption de la nouvelle Constitution.

L'Institut Royal des Etudes Stratégiques vient de lancer une étude sur « l'opérationnalisation de la Constitution : Impacts sur la gouvernance des politiques publiques ». Dans ce cadre, une série de rencontres scientifiques sous forme de séminaires restreints sont programmées. Deux ont déjà été organisés : le premier avait un caractère méthodologique et le second, tenu vendredi dernier, s'est penché sur la question de la production des politiques publiques sous la nouvelle constitution.

Il convient de rappeler que le thème de la reconfiguration du champ politique avait déjà été questionné à deux reprises par l'IRES respectivement en 2009 et 2010, dans le cadre du programme d'études « Lien social au Maroc : quels rôles pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? »

La première journée a été organisée après les élections communales de 2009 et les législatives de 2007 qui avaient connu les taux d'abstention les plus élevés depuis l'indépendance du Maroc. La réflexion s'y est articulée autour d'une problématique centrale : le lien social peut-il se transformer en lien politique et vice versa et selon quels mécanismes ? Les débats de cette première journée d'étude ayant donné lieu beaucoup plus à des interrogations qu'à des réponses tranchées, l'IRES a organisé, une année plus tard, une seconde journée d'étude sur le même thème.

Les participants à la deuxième journée d'étude, des acteurs politiques de diverses sensibilités et des chercheurs universitaires, ont été invités à une réflexion collective à travers la question : « En vue de mettre en évidence les facteurs déterminants de l'offre politique face à une demande citoyenne de plus en plus exigeante, comment redynamiser le champ politique pour produire du lien politique de confiance et stimuler de nouvelles formes d'engagement civique ? »

Les participants ont fait des constats, formulé des questionnements et des inquiétudes et ont davantage insisté sur ce qu'il ne fallait plus faire, qu'ils n'ont défini les contours d'une vision positive, d'un projet ou d'une offre politique explicite. Des paradoxes de la vie politique nationale ont été relevés comme :

- ✓ l'écart entre les efforts déployés par l'Etat dans les domaines économiques et sociaux et les progrès limités en termes de normalité démocratique
- ✓ la faiblesse de la participation politique alors que l'implication des acteurs de la société civile est de plus en plus forte
- ✓ une compétition politique pas toujours sereine, malgré les réconciliations historique (IER) et identitaire (IRCAM)
- ✓ la nécessité consensuelle de revaloriser le politique.

Ces manifestations et ces phénomènes réunis semblaient indiquer un essoufflement de la dynamique de modernisation politique. Comment dès lors sortir de cette « impasse » et faire progresser la vie politique nationale ? La redynamisation du champ politique aurait de ce fait autant besoin d'un nouveau souffle et de nouveaux acteurs que d'une nouvelle génération de réformes.

Si, sur nombre de questions, les nuances, voire les divergences étaient réelles, sur d'autres des consensus se sont dégagés. Il en allait ainsi de :

- ✓ l'importance d'une réflexion sereine à même de dessiner de nouveaux horizons à l'action
- ✓ le renforcement de la confiance des citoyens vis-à-vis des institutions et des acteurs politiques comme pré-requis à la redynamisation du champ politique
- ✓ la promotion de la démocratie au sein des partis politiques, le renouvellement des élites partisans, à travers l'accès des

femmes et des jeunes aux postes de responsabilité et de prise de décision.

- ✓ la nécessaire révision de la loi électorale responsable, en partie, de la balkanisation du paysage politique
- ✓ la lutte contre le phénomène de transhumance politique qui contribue à décrédibiliser, aux yeux des citoyens, la vie politique nationale et l'offre partisane
- ✓ la nécessité d'élargir les débats politiques à toute la société pour qu'ils ne soient plus l'apanage d'une élite
- ✓ le renforcement de la connaissance de la société, de ses fondamentaux et tendances, à travers la mise en place d'institutions dédiées à la recherche en sciences humaines et sociales, notamment aux sciences de la politique.

En 2011, quelques mois avant le référendum constitutionnel, l'IRES avait réalisé une large enquête nationale sur le « lien social au Maroc » qui a confirmé que le lien politique, de tous les liens en société, était le plus faible avec, comme conséquence directe, un niveau très bas de confiance institutionnelle.

Aujourd'hui, deux années après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, un premier bilan est nécessaire quant à l'avancée du chantier de rénovation de la pratique politique et la responsabilité et le rôle des acteurs pour ce faire.

Je rappelle ici les questions formulées dans la plateforme, qui ont un caractère indicatif, dans la perspective de nos réflexion et débat :

- La nouvelle Constitution propose-t-elle des mécanismes de règlement des conflits institutionnels clairs et opérants pour gérer les désaccords pouvant naître d'interprétations divergentes à son sujet ?
- Comment et à travers quelle pratique vertueuse les acteurs politiques peuvent-ils concourir à l'inversion de la tendance

baissière de la confiance institutionnelle et entretenir chez les citoyens marocains les sentiments d'auto-estime et de fierté nationale ?

- Comment renforcer les liens de confiance, d'estime et de reconnaissance mutuelles entre les acteurs politiques marocains et en faire un atout décisif pour consolider l'ancrage de la normalité démocratique au Maroc ?
- Les aléas de la vie politique nationale sous la Constitution de 2011 à ce jour, constituent-ils des « dysfonctionnements » dont il conviendrait de mesurer les conséquences sur la trajectoire du pays, ou ne s'agit-il que d'effets d'apprentissage et de progressivité dont parlent les spécialistes des transitions démocratiques ?
- Comment circonscrire les retombées des dissonances actuelles entre les acteurs politiques sur l'économie nationale et le système de gestion public, notamment au lendemain de la recomposition de la coalition gouvernementale ?
- Dans quelles mesures les aléas de la transition démocratique dans les pays voisins pèsent-ils sur la dynamique politique du Royaume, et quelles leçons tirées de cette réalité géopolitique régionale pour accélérer la progression du Maroc vers la normalité démocratique et maintenir celui-ci à l'abri des écueils de la transition dans la région ?
- Comment le Royaume du Maroc pourrait-il tirer profit de son modèle de transition politique, le transformer en attractivité économique et diplomatique et augmenter son influence et sa capacité à drainer des investissements directs étrangers ?